

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL D'ENREGISTREMENT D'UNE INSTALLATION DE COLLECTE DE DÉCHETS
NON DANGEREUX APPORTÉS PAR LEUR PRODUCTEUR INITIAL (DÉCHÈTERIE)**

**Syndicat mixte intercommunal pour le traitement et la valorisation des déchets (SITREVA)
(n°ICPE : 0100.005877)
Commune de SAULNIERES**

**Le Préfet d'Eure-et-Loir,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- VU l'annexe III de la directive n°2011/92/UE du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement ;
- VU le code de l'environnement, en particulier ses articles L.512-7 à L.512-7-7, R.512-46-1 à R.512-46-30 ;
- VU la nomenclature des installations classées ;
- VU l'arrêté ministériel du 26 mars 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2710-2 (installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU l'arrêté ministériel du 27 mars 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration au titre de la rubrique n° 2710-1 (installations de collecte de déchets dangereux apportés par leur producteur initial) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU le récépissé de déclaration n°2003/043 délivré le 23 juillet 2003 à la CA du Pays de Dreux pour l'exploitation d'une déchèterie sise RD 104 – 28500 SAULNIERES classée au titre de la rubrique 2710-2 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU le récépissé de déclaration n°20200099 délivré le 21 janvier 2020 portant changement d'exploitant au profit du SITREVA dans le cadre d'un transfert de compétences ;
- VU l'arrêté du 23 mars 2022 portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) 2022-2027 du bassin Seine-Normandie et arrêtant le programme pluriannuel de mesures correspondant ;
- VU l'arrêté préfectoral n°40-2022 du 23 septembre 2022, portant délégation de signature au profit de Monsieur Yann GERARD, Secrétaire Général de la Préfecture d'Eure-et-Loir ;
- VU le plan régional d'élimination des déchets dangereux (PREDD) de la région Centre-Val-de-Loire adopté en décembre 2009 et le plan départemental d'élimination des déchets ménagers et assimilés (PEDMA) du département d'Eure-et-Loir approuvé le 22 avril 2011 ;
- VU la demande reçue en Préfecture d'Eure-et-Loir le 22 septembre 2022, complétée le 30 septembre et le 28 octobre 2022 par le SITREVA dont le siège social est situé 19 rue Gustave Eiffel – 78120 RAMBOUILLET, pour l'exploitation d'installations de collecte de déchets dangereux et non dangereux (rubriques 2710-1.b et 2710-2.b de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement) sur le territoire de la commune de SAULNIERES ;

- VU** le dossier technique annexé à la demande, notamment les plans du projet et les justifications de la conformité des installations projetées aux prescriptions générales des arrêtés ministériels susvisés ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 07 décembre 2022 fixant les jours et heures où le dossier d'enregistrement a pu être consulté par le public ;
- VU** les observations du public lors de la consultation qui s'est déroulée entre le 02 janvier et le 31 janvier 2023 ;
- VU** la consultation des conseils municipaux des communes de Saulnières, Crécy-Couvé et Fontaine-les-Ribouts entre le 02 janvier 2023 et le 15 février 2023 ;
- VU** les avis favorables au projet de réhabilitation de la déchèterie exploitée par le SITREVA émis par les délibérations n°2023/05 du 16 janvier 2023 du conseil municipal de la commune de Crécy-Couvé, n°2023/01 du 06 février 2023 du conseil municipal de la commune de Fontaine-les-Ribouts et n°2023.00001 du 03 février 2023 du conseil municipal de la commune de Saulnières ;
- VU** le rapport de l'inspection des installations classées du 24 février 2023 indiquant que le projet répond à la réglementation applicable ;

CONSIDÉRANT que la demande d'enregistrement justifie du respect des prescriptions générales des arrêtés de prescriptions générales susvisés et que le respect de celles-ci suffit à garantir la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que la demande précise que le site sera, en cas d'arrêt définitif de l'installation, dévolu à l'usage industriel ;

CONSIDÉRANT que l'examen des caractéristiques du projet eu égard aux critères définis à l'annexe III de la directive 2011/92/UE du 13 décembre 2011, notamment par rapport à la localisation du projet et à la sensibilité environnementale des zones géographiques susceptibles d'être affectées et au cumul des incidences du projet avec celles d'autres projets d'installations, ouvrages ou travaux, ne conduit pas à conclure à la nécessité de soumettre le projet à évaluation environnementale ;

CONSIDÉRANT en particulier l'absence des effets cumulés du projet avec ceux d'autres projets d'activités, ouvrages, travaux et installations existants et/ou approuvés dans cette zone ;

CONSIDÉRANT en conséquence, qu'il n'y a pas lieu d'instruire la demande selon les règles de procédure de l'autorisation environnementale ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture d'Eure-et-Loir ;

ARRÊTE

TITRE 1. PORTÉE, CONDITIONS GÉNÉRALES

CHAPITRE 1.1. BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE

ARTICLE 1.1.1 - EXPLOITANT, DURÉE, PÉREMPTION

Les installations du Syndicat mixte intercommunal pour le traitement et la valorisation des déchets (SITREVA) représenté par Monsieur Stéphane LEMOINE, agissant en qualité de Président, dont le siège social est situé 19 rue Gustave Eiffel – 78120 RAMBOUILLET, faisant l'objet de la demande reçue en Préfecture d'Eure-et-Loir le 22 septembre 2022 et complétée le 30 septembre et le 28 octobre 2022, sont enregistrées.

Ces installations sont localisées sur le territoire de la commune de Saulnières, à l'adresse RD 104, parcelles cadastrales ZE 49 et 50. Elles sont détaillées au tableau de l'article 1.2.1 du présent arrêté.

L'arrêté d'enregistrement cesse de produire effet lorsque, sauf cas de force majeure, l'installation n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans ou lorsque l'exploitation a été interrompue plus de trois années consécutives (article R. 512-74 du code de l'environnement).

1.1.1 ARTICLE 1.1.2 - DESCRIPTION DE L'ACTIVITÉ

La demande vise à l'enregistrement d'une installation de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial classée sous le numéro 2710-2.

CHAPITRE 1.2. NATURE ET LOCALISATION DES INSTALLATIONS

ARTICLE 1.2.1 - LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES

L'établissement relève du régime de l'enregistrement prévu à l'article L. 511-2 du code de l'environnement et les activités relevant de ce régime sont rangées sous la rubrique listée dans le tableau ci-dessous :

Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère	Volume
2710-2-a	E	Installation de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719	Collecte de déchets non dangereux	Volume de déchets susceptibles d'être présents	Supérieur ou égal à 300 m ³	480 m ³

E : Enregistrement

Parallèlement, l'établissement a déposé un dossier de déclaration au titre de la rubrique suivante :

Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère	Volume
2710-1-b	DC	Installation de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719	Collecte de déchets dangereux	Quantité de déchets susceptibles d'être présents	Supérieure ou égale à 1 t et inférieure à 7 t	< 7 t

DC : Déclaration avec contrôle périodique

ARTICLE 1.2.2 - SITUATION DE L'ÉTABLISSEMENT

Les installations autorisées sont situées sur les communes et parcelles suivantes :

Commune	Section	Parcelles
Saulnières (Eure-et-Loir)	ZE	49 et 50

Les installations mentionnées à l'article 1.2.1 du présent arrêté sont reportées avec leurs références sur un plan de situation de l'établissement tenu à jour et tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 1.2.3 – INFORMATION D'AVANCEMENT DU PROJET

L'exploitant informe l'inspection des installations classées de la date prévue pour le démarrage du chantier d'aménagement.

De même, dès la mise en service industrielle des installations, l'exploitant en informe l'inspection des installations classées.

CHAPITRE 1.3. CONFORMITÉ AU DOSSIER D'ENREGISTREMENT

ARTICLE 1.3.1 - CONFORMITÉ AU DOSSIER D'ENREGISTREMENT

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les dossiers déposés par l'exploitant, accompagnant sa demande du 22 septembre 2022 et complétée le 30 septembre et le 28 octobre 2022.

Elles respectent les dispositions des arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables.

CHAPITRE 1.4. MISE À L'ARRÊT DÉFINITIF

ARTICLE 1.4.1 - MISE À L'ARRÊT DÉFINITIF

Après l'arrêt définitif des installations, le site est remis en état suivant le descriptif de la demande d'enregistrement, pour un usage industriel.

CHAPITRE 1.5. PRESCRIPTIONS TECHNIQUES APPLICABLES

ARTICLE 1.5.1 - ARRÊTÉS MINISTÉRIELS DE PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES

S'appliquent à l'établissement les prescriptions des textes mentionnés ci-dessous :

- Arrêté ministériel du 26 mars 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2710-2 (installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Arrêté ministériel du 27 mars 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration au titre de la rubrique n° 2710-1 (installations de collecte de déchets dangereux apportés par leur producteur initial) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

TITRE 2. MODALITÉS D'EXÉCUTION, VOIES DE RECOURS

ARTICLE 2.1 - FRAIS

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

ARTICLE 2.2 - SANCTIONS

Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être exercées à son encontre, il sera fait application des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 2.3 – RECOURS

Conformément à l'article L.514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

La décision peut être déférée à la juridiction administrative, le tribunal administratif d'Orléans situé 28 rue de la Bretonnerie, 45057 Orléans :

1. par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article [L. 511-1](#) dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;
2. par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « télé recours citoyens » accessible par le site internet <http://www.telerecours.fr>.

Les décisions mentionnées ci-dessus peuvent faire l'objet d'un recours gracieux (adressé au Préfet d'Eure-et-Loir, Direction de la citoyenneté – place de la république – 28019 Chartres cedex) ou hiérarchique (adressé au Ministre chargé des installations classées – Direction générale de la prévention des risques – Tour Pascal A et B Tour Sequoia – 92055 La Défense cedex), dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Tout recours (excepté le télé recours) doit être adressé en recommandé avec accusé de réception.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation ou enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

ARTICLE 2.4 – PUBLICITÉ

La présente décision sera notifiée à l'exploitant.

En vue de l'information des tiers :

- 1) Une copie de l'arrêté d'enregistrement est déposée à la mairie de Saulnières, commune d'implantation du projet et peut y être consultée ;
- 2) Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de Saulnières, commune d'implantation du projet pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;
- 3) L'arrêté est adressé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées en application de l'article R.512-46-11 ;
- 4) Une copie de l'arrêté est transmise à M. le Sous-préfet de Dreux et M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement – Centre-Val de Loire ;
- 5) L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département où il a été délivré, pendant une durée minimale de quatre mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

ARTICLE 2.5 – EXÉCUTION

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture d'Eure-et-Loir, Monsieur le Maire de Saulnières et Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement – Centre-Val de Loire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Chartres, le **- 7 MARS 2023**

Le Préfet,


Françoise SOULIMAN

